

L'Enseignement Philosophique

Éditorial de novembre - décembre 2009

VERNIS

Il fut un temps où l'on voulait *changer la société* voire *changer la vie*. Aujourd'hui c'est seulement *changer l'école*. De l'homme ainsi *changé* naîtrait la société nouvelle ? Mais on n'éduque pas en fixant des *objectifs*, en décrétant des taux de réussite, comme si l'enfant était une pâte à modeler, un objet à fabriquer. On ne lutte pas contre les inégalités d'héritage comme s'il s'agissait seulement d'un manque à combler, d'une absence. Est inquiétante l'illusion que, par pédagogie, on pourrait inventer l'homme nouveau dans l'élève, faisant d'un coup table rase du passé qui est en lui. Ainsi, loin de la démocratisation attendue par vingt ans de réformes des contenus d'enseignement et des manières d'enseigner, le bac est-il devenu ce que certains acceptent aujourd'hui comme un *examen pour tous*, à l'ombre duquel se reproduisent les mêmes injustices qu'on prétendait faire disparaître.

Il y a quelque chose de cette illusion dans une manière de souhaiter l'extension de notre enseignement et d'ignorer qu'il a d'abord besoin des autres disciplines. La philosophie, ce qu'ils appellent ainsi, certains la voudraient partout. Peu importe la réalité des élèves, des classes, des établissements. De la philosophie, vous dis-je ! En Première, en Seconde, dans les lycées professionnels, en collège ou à l'école primaire. L'enfant, page blanche à remplir, comme témoignage d'une raison à l'état de nature, pose de si charmantes questions... Un discours mondain affirme sans gêne qu'aucun *prérequis* n'est nécessaire à notre enseignement. Ce panphilosophisme se double d'une indifférence, souvent totale, au contexte, dans l'école, de cette extension, comme si on pouvait la concevoir indépendamment, en particulier, des acquis dus aux autres disciplines, sous-entendant d'ailleurs, curieusement, que celles-ci ne pourraient exercer à l'esprit critique, à la réflexion, privilège exclusif de la philosophie sans doute. Généreuse intention, peut-être, mais mépris au fond, et plus encore par ignorance de ceux à qui l'on prétend s'adresser, de ce qui leur est nécessaire. Avec un peu d'insolence, parce qu'il faut faire court, nous dirions bien que cela explique, par exemple, l'indifférence de la plupart de ces chauds partisans de la démocratisation quand, l'an passé, élèves et professeurs des lycées professionnels s'épuisaient, assez seuls, à défendre un bac professionnel en quatre ans qui était, lui, une vraie condition de la démocratisation. Mais moins de mathématiques, de langues, de français ou d'histoire, la presque suppression du BEP, la fermeture incessante de classes, laissant surchargées celles qui restent, la suppression de dédoublements ou du plafonnement du nombre d'élèves dans les lieux les plus défavorisés, cela les intéresse sans doute peu. On les verra revenir sur le front médiatique quand il s'agira de vernir la misère de philosophie.

Curieusement, au nom de la démocratisation, l'enseignement de la philosophie s'est autrefois vu reprocher son indifférence aux conditions intellectuelles qui lui sont nécessaires, indifférence dénonçant chez les professeurs un mépris du peuple, leur condition de bourgeois n'acceptant de s'adresser qu'à leurs pairs. S. Agacinski écrivait, en 1977 : « Si l'on s'en tient aux pratiques actuelles de l'enseignement philosophique, tout se passe comme si l'on croyait innés, ou acquis déjà, les moyens nécessaires à la critique et à la réflexion philosophiques : d'abord l'usage de la langue mais aussi une certaine culture scientifique et littéraire, comme

on dit »¹. On remarquera que ce discours pose, lui, fort heureusement, certains « moyens » comme « nécessaires »². Au reste, il laisse dubitatif. Nous comptons effectivement sur certains acquis, espérons que six ou sept années de scolarité, sans compter l'école primaire, n'ont pas été vaines. Nous croyons, et il ne s'agit que d'exemples, qu'une élève de ES qui maîtrise le sens du mot norme en sociologie pourra plus facilement progresser en philosophie et qu'inversement une autre de L, à qui l'on ne reprochera pas d'avouer n'avoir jamais même entendu le nom de Darwin, sera ralentie dans la possibilité de comprendre ce qu'un cours de philosophie pourrait lui dire de la théorie de l'évolution. Bien sûr, chaque professeur s'adaptera à chaque situation et remédiera, le mot est à la mode, autant qu'il peut. Mais la philosophie devrait-elle prendre en charge tout le travail d'une scolarité ? S'agit-il de vouloir, comme semble l'indiquer cette remarque sur la maîtrise de la langue, que le professeur de philosophie se fasse instituteur, professeur de français, d'histoire, de physique, etc. ? Une conception si utopique de l'école, de l'enseignement de la philosophie en particulier, lié à l'école dans laquelle il s'inscrit, pour le meilleur ou pour le pire, étonne. Dans le même sens importe peu à cette générosité, l'augmentation constante du nombre d'élèves par classe dans les collèges et lycées, les dédoublements ici aussi supprimés à la première occasion, les tâches multipliées des professeurs, etc. Nos belles-âmes ignorent ces préoccupations vulgaires. Elles ignorent sans doute aussi que, n'étant pas à ce point de mépris qu'elles suggèrent, les professeurs de philosophie travaillent à être entendus de tous, ce que permet d'ailleurs, autant que possible, l'actuel programme, puisqu'il est de notions. Mais nous croyons en effet à une progressivité qui lie notre enseignement à l'école dans la totalité de son travail.

J'aurais aimé être le président d'une association demandant l'extension de la philosophie à tous les niveaux de l'enseignement, l'inscription dans la déclaration universelle des droits de l'homme d'un droit à l'enseignement de la philosophie pour tous. Radios et journaux s'empareraient de nos exigences. Nous pourrions fustiger ensemble les conservatismes, ces corporations résistant à la démocratisation au nom de leurs médiocres intérêts. Je m'imagine déjà sur quelque tribune revendiquant un droit à *l'esprit critique pour tous*, notre slogan. On s'enthousiasmerait, on applaudirait.

Simon Perrier
Président de l'APPEP
15 décembre 2009

¹ Greph, *Qui a peur de la philosophie ?*, Flammarion, p. 54. Nous ignorons ce que dirait actuellement Mme Agacinski. Rappelons que cela a été écrit quand venait à peine de se mettre en place un programme de notions.

² De notre côté, nous ne considérons pas comme « moyens » le travail des autres disciplines, si utile soit-il à notre enseignement.